

Congrès des Maires

31 Mai 2016

Intervention de François Fillon devant des élus locaux

Merci d'avoir répondu à mon invitation car vous êtes très sollicités et vous le serez encore plus à l'approche des échéances électorales qui seront décisives.

Notre pays est en dépression et le pouvoir en déliquescence : j'aurais besoin de tous ceux d'entre vous qui voudront m'aider à redresser la situation.

Pour l'heure, je trace mon sillon comme un paysan.

Durant 18 ans, j'ai été maire et cela reste la plus belle expérience de ma vie publique.

15 ans, j'ai présidé une communauté de communes.

17 ans, j'ai été conseiller général et j'ai présidé le département de la Sarthe.

Pendant 9 ans, j'ai siégé au conseil régional des Pays de la Loire que j'ai présidé.

Parmi tous les prétendants à la présidentielle, je suis certainement le plus local des candidats, et j'en ai tiré expérience, rigueur et fierté.

La révolution du bon sens que je propose a des racines et ma France n'est pas abstraite : je sais ce qu'est la bataille pour développer sa commune, monter des projets, préserver la solidarité, je sais l'angoisse des villages qui périclitent, je sais les servitudes de votre mandat, je sais ce qu'est la démocratie locale et ce qu'il en coûte d'être tous les jours comptables devant ses électeurs.

La décentralisation a rénové le visage de notre pays et ses infrastructures. Mais depuis une quinzaine d'années, le prétendu « modèle français » s'est bloqué, et sur le terrain, vous voyez les dégâts...

Vous êtes en première ligne face aux ravages du chômage, en première ligne face aux entreprises défailtantes et devant la désolation des agriculteurs, en première ligne face à la pauvreté et la dérive des quartiers rongés par la délinquance et la radicalisation.

Vous devez gérer toujours plus de missions avec toujours moins de moyens et pire que tout, en étant trop souvent considérés comme la dernière roue du carrosse.

Le gouvernement change d'un trait de plume les rythmes scolaires... Qu'importe les conséquences, les communes se débrouilleront pour occuper les élèves et rémunérer les animateurs !

Le gouvernement redécoupe sur un bout de table sans aucune concertation les régions de France... Qu'importe la géographie et l'histoire des lieux, l'intendance locale suivra !

Le gouvernement continue d'embaucher toujours plus de fonctionnaires... Qu'importe, les collectivités seront bien capables, elles, de réduire leurs effectifs !

Le gouvernement dépense toujours trop... Qu'importe, les collectivités territoriales assumeront l'austérité que le pouvoir n'assume pas !

Ce gouvernement est plus exigeant avec vous qu'il ne l'est avec lui-même. Certes, la rigueur est nécessaire mais encore faudrait-il qu'elle soit équitablement répartie.

Après avoir assommé les Français d'impôts, le gouvernement promet de les stabiliser en déportant sur les collectivités locales la responsabilité d'augmenter les leurs pour compenser la baisse de leurs dotations.

Je dénonce cet arbitraire et cette politique à géométrie variable ; je me dresse contre cette propension à vouloir la décentralisation et la centralisation en même temps ; je m'inquiète du gigantisme de certaines de nos régions et je ne me satisfais pas de notre millefeuille administratif que la gauche a scellé en supprimant le Conseiller territorial.

Et puis, je n'aime pas cette façon de découper la République en tranches, avec d'un côté l'Etat et de l'autre les collectivités, comme nous n'étions pas tous ensemble la France !

Nous sommes dans la société de défiance.

Or, la décentralisation, la vraie décentralisation, devrait, à mes yeux, reposer sur la liberté et la confiance.

Ce Congrès des maires est le dernier avant les élections présidentielles et j'espère bien que l'année prochaine, à la même date, cette transformation sera engagée pour la France.

Vous savez ma conviction que les temps ne sont pas au « ça va mieux », mais au sursaut.

Aujourd'hui, notre pays souffre et s'enfoncé, et s'il ne coule pas c'est parce que la BCE fait tourner la planche à billets pour maintenir artificiellement des taux d'intérêts sont bas. Cette politique ne pourra plus durer très longtemps et le jour où l'on arrêtera les doses de morphine, le réveil sera très dur.

Nous devons réagir et l'échec de François Hollande doit nous instruire : c'est l'échec du mensonge, l'échec des synthèses molles, l'échec de l'impuissance qui nourrit la colère et la chienlit.

Je ne crois pas aux hommes providentiels. Il faut un projet précis et percutant : le mien l'est plus que tous les autres.

Pour redresser le pays, tout le monde va devoir se réinventer et se retrousser les manches. On n'aménagera pas nos territoires urbains et on ne revitalisera pas nos territoires ruraux avec des miettes et des mesurette.

Pour que vous puissiez retrouver de véritables marges de manœuvres, il faut une autre politique pour la France !

Il faut relancer la croissance en allégeant massivement la fiscalité des entreprises et des investisseurs français ; il faut accroître notre productivité en en finissant avec les 35h qui ont plombé la compétitivité française.

L'abrogation de cette réforme ne pourra pas concerner seulement le secteur privé. Les fonctions publiques devront montrer l'exemple en portant à 39 heures le temps de travail avec une compensation financière partielle et de meilleures perspectives de carrières. J'ai évoqué l'objectif de réduire de 500 000 les effectifs publics en 5 ans. Ce chiffre correspond à l'augmentation du temps de travail. Il est aussi en ligne avec les réformes conduites en Grande Bretagne et en Allemagne qui ont toutes permises le plein emploi.

Lors de ma première élection à l'Assemblée Nationale, la dette française représentait 17% de la richesse nationale. En 2017, elle atteindra 100%. Parce que les Français nous ont fait confiance en nous choisissant pour conduire leurs communautés, aucun d'entre nous n'a le droit de faire l'autruche en espérant que cela pourra encore durer.

La France a besoin d'une profonde refonte de ces structures publiques et les territoires doivent y participer. En réalité je voudrais qu'ils en soient les inspireurs et les artisans.

Je veux nouer un nouveau contrat territorial avec vous.

Dans ce contrat, il y a d'abord une vision de l'unité française.

La France, ça n'est seulement ses grandes agglomérations et ses 15 métropoles, vampirisant tous les financements et les projets de développement.

Le secret de la force française n'est pas dans la massification de ses énergies mais dans leur équilibre, leur complémentarité ! Villes moyennes, villages ont leur mot à dire. 40 % des Français y vivent encore et ils ont le sentiment d'être les oubliés de la République.

Moi, je ne veux pas d'une France sans communes, sans clochers, sans agriculteurs et sans artisans.

Je ne suis pas dans la nostalgie : il faut une politique innovante pour faire vivre nos territoires.

Sur le numérique et le très haut débit, il faut mettre le paquet car aucune zone de notre espace national ne doit être à côté de la révolution numérique.

En matière scolaire, l'autonomie des établissements que je propose permettra de coller aux réalités locales et de mieux associer les collectivités qui doivent être partie prenante des projets pédagogiques.

Sur l'enseignement professionnel et l'apprentissage, je veux aller au bout de la logique, en confiant aux régions la gestion des lycées professionnels et des centres de formation d'apprentis, en association avec les branches professionnelles.

Pour la sécurité, les maires doivent être au cœur des politiques de proximité. Vous êtes en effet les mieux placés pour détecter, anticiper, dissuader la violence.

Je veux que vous ayez un rôle pilote dans la tranquillité publique.

Pour cela, il faut renforcer et armer les polices municipales. Elles doivent disposer des habilitations nécessaires pour procéder à des contrôles d'identité et dresser des procès-verbaux dans d'autres domaines que ceux de la circulation.

Pour la santé, je veux regrouper les meilleurs plateaux techniques, multiplier les créations de maisons de santé, développer les primes d'engagement offertes aux jeunes médecins, poursuivre l'adaptation régionale du numerus clausus pour les études de médecine avec l'ouverture de postes d'internes en priorité dans les territoires à faible densité médicale.

Pour l'aide sociale, que nos départements administrent, je veux instaurer l'Allocation sociale unique, pour rationaliser la gestion des prestations et faire en sorte que leur montant ne soit jamais supérieur aux revenus du travail.

Pour l'emploi, le renforcement du statut d'autoentrepreneur que je préconise pourra être le vecteur de nouveaux métiers de proximité.

Quant à nos agriculteurs qui sont l'âme de notre ruralité, il est temps de les considérer comme des entrepreneurs, de baisser leur charge, de réduire les contraintes normatives qui les étouffent et de lever le stupide embargo sur la Russie qui tue nos exploitations à petit feu.

Mes amis, pas de contrat sans vérité !

Avec 2100 milliards de dettes, personne ne peut raisonnablement penser qu'on va soudainement relever fortement le montant de vos dotations. Ceux qui vous promettent cela vous mentent et en le faisant ils méprisent votre sens de l'intérêt général.

Pour revenir à l'équilibre de nos comptes publics, 100 milliards d'euros d'économies seront nécessaires.

Il va falloir tenir les budgets, réduire les effectifs, sérier les priorités, mutualiser vos politiques, chercher l'efficacité, et à ce titre, Valérie Pécresse a raison de dénoncer la redondance qui existe entre la métropole du Grand Paris et la région Ile France.

Je proposerai de supprimer la métropole du Grand Paris. En Ile de France, la métropole, c'est la région.

Beaucoup d'entre vous ont commencé ce travail de rationalisation.

En 20 ans, l'intercommunalité a considérablement progressé mais souvent en alourdissant les charges publiques et toujours sous le contrôle d'un Etat qui veut fixer les règles du jeu qu'il est incapable de respecter pour lui même.

Je propose de changer ces règles.

Le Parlement est légitime à fixer des objectifs de simplification de notre organisation du territoire mais c'est aux élus et aux citoyens de décider des voies et moyens pour les atteindre.

Il serait temps d'appliquer le vieux principe selon lequel " donner et retenir ne vaut". Lorsqu'il transfère une compétence, l'Etat peut fixer des objectifs, voire même des obligations de résultat pour assurer l'égalité de nos concitoyens dans l'accès aux services publics, mais il ne devrait plus astreindre les collectivités territoriales à des obligations de moyens.

Si je suis élu chef de l'Etat, je veillerai à ce que les collectivités territoriales soient réellement libres dans l'exercice de leurs compétences.

Il faut en finir avec l'amoncellement de normes, les circulaires ministérielles de cent pages et parfois plus : notre code général des collectivités territoriales n'a plus rien à envier au code du travail ou au code général des impôts

Je ne veux plus qu'on fixe des seuils de populations pour les communautés de communes.

Je ne veux plus qu'on impose les mêmes règles administratives dans les agglomérations urbaines, dans les villes moyennes, dans les territoires ruraux et même parfois dans les départements d'outre mer.

Je ne veux plus que les élus soient mis devant le fait accompli par des ministres et des administrations qui les prennent pour leurs sous traitants et leur imposent des normes et des contraintes souvent absurdes et jamais financées.

D'une manière générale, notre pays s'étouffe sous le poids des réglementations.

Je veux alléger cette chape de béton : en libérant la négociation au sein des entreprises ; en offrant à nos établissements scolaires le pouvoir de s'organiser en fonction des réalités du terrain ; en déchargeant nos politiques de logements de leurs obligations les plus tatillonnes et couteuses...

« Laissez-nous travailler, fichez nous la paix », nous disent les Français, et ils ont raison.

Les Communes, les départements et régions doivent bénéficier des espaces de liberté que vous devez dégager pour la société française.

Concrètement, il faut donner aux élus une réelle autonomie de gestion.

Libres, les communes doivent l'être pour disposer d'une véritable autonomie fiscale, c'est-à-dire de ressources fiscales propres dont elles puissent faire varier les taux. Car on ne peut à la fois baisser vos dotations et vous interdire de trouver des marges de manœuvre !

Libres vous devez l'être de fixer le périmètre et la taille de vos communautés sans interférence des préfets.

Libres vous devez l'être de fusionner des communes ou des départements même si cela doit conduire à des disparités d'une région à l'autre.

Libres, vous devez pouvoir l'être aussi pour gérer la réforme des rythmes scolaires et pour décider avec la communauté éducative ce qui est le mieux pour votre territoire.

Libres, vous devez l'être pour gérer la politique urbaine et sociale de vos communes.

Loi sur l'eau, zones humides, mesures de compensation... Aujourd'hui, les services de l'Etat passent plus de temps à vous opposer des règles qu'à vous accompagner dans vos projets de développement. Nous devons alléger tout cela.

Nous devons également simplifier les normes qui s'appliquent à la construction des établissements recevant du public car elles ont un impact sur vos investissements. L'accessibilité à tous est importante, mais les critères pour atteindre cet objectif sont pour certains inadaptés et très coûteux. Là encore, laissons l'innovation naître et faisons confiance au bon sens des élus locaux.

Par ailleurs, qu'il faille augmenter le nombre de logements à loyer modéré est un devoir pour tous... Les communes font des efforts, mais il serait bon que l'Etat en fasse aussi en fluidifiant le marché de l'immobilier et l'occupation du parc social, comme je l'ai proposé.

Quant à mettre le Préfet et ses services au cœur des décisions dans les commissions d'attribution des logements aidés, c'est un déni de votre responsabilité. En retirant aux maires le regard sur les dossiers d'action sociale, on se prive d'une connaissance inespérée du terrain.

Libres, je voudrais enfin que nous le soyons tous ensemble pour analyser sérieusement les avantages et inconvénients des dernières lois de décentralisation. Vous savez ma conviction exprimée depuis longtemps : je suis pour le rapprochement des départements et régions à travers le Conseiller territorial.

Le gouvernement a liquidé cette bonne idée par sectarisme et a improvisé une réforme des régions sans concertation, sans réflexion prospective et sans véritable projet territorial.

Faut-il remettre tous les compteurs à zéro en abrogeant cette loi ?

Cela ne sera pas ma priorité immédiate parce que l'énergie de la prochaine majorité devra être tournée vers les réformes économiques et sociales permettant d'atteindre le plein emploi.

Voilà, mesdames et messieurs, les réflexions et les convictions que je voulais partager avec vous.

A l'approche des primaires, vous allez être sollicités par tous les candidats et certainement interrogés par vos concitoyens eux-mêmes.

Quel que ce soit votre choix, dites aux Français combien ce rendez-vous démocratique est capital.

Cette primaire, c'est la première étape de l'élection présidentielle, une élection pour désigner celui ou celle qui présidera la 6ème puissance du monde, avec en toile de fond une crise économique et identitaire, des menaces terroristes, une Europe qui s'effrite dans un monde en surchauffe.

Il n'y a rien à attendre de la gauche qui est en échec et en miettes, et on peut tout craindre d'une extrême droite qui surfe sur les malheurs du pays.

Dans ces circonstances, la droite et le centre n'ont pas le droit à l'erreur.

Il faut à l'opposition un projet très solide, une méthode d'exécution sans faille, et il lui faut un candidat décidé et digne de confiance.

Je vous laisse le soin d'y accoler un nom... Mais sachez-le, si votre choix se portait sur moi, je sais ce que je dois faire pour notre pays, et je le ferai sans faiblir, avec vous... Oui, j'ai et j'aurai besoin de vous car les maires de France sont les hussards de la République.